

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 18 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LES SABLES DE BAUGY

3 rue de la Brosse Virot
71160 DIGOIN

Références : AC/MV/2022/C_197
Code AIOT : 0005403181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement LES SABLES DE BAUGY implanté Lieu-dit Les Forêts 71110 BAUGY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLES DE BAUGY
- Lieu-dit Les Forêts 71110 BAUGY
- Code AIOT : 0005403181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2016. Actuellement la carrière ne traite pas de matériaux minéraux sur site en l'absence d'installation de lavage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : bilan d'exploitation, sécurité du site, eaux de surface et souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volumes de production/cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.2.3	/	Sans objet
6	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.3	/	Sans objet
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.5	/	Sans objet
11	Auto surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.2.2	/	Sans objet
12	Bilan périodique bruit	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.3.1	/	Sans objet
15	Bilan périodique gérép	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Phasage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.5.1	/	Sans objet
3	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.1.3	/	Sans objet
4	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.1	/	Sans objet
5	Panneaux débouché carrière	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.6	/	Sans objet
8	Retrait de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.5	/	Sans objet
10	Stocks de minéraux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.4.5	/	Sans objet
16	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 4.3.3.2	/	Sans objet
17	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 4.3.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité d'extraction de matériaux de la carrière est très en dessous du rythme moyen autorisé. L'exploitant prévoit de mettre en place des installations de traitement des matériaux extraits par lavage et criblage en 2024 ou 2025. Actuellement les matériaux extraits sont transférés sur le site de traitement du groupe BOUHET-COGNARD à Gueugnon. Malgré la faible activité d'exploitation, l'exploitant doit mettre en place l'ensemble des mesures prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation (notamment les mesures de protection et mesures de suivis des effets des installations).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes de production/Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Volumes de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des matériaux argilo-sableux (sables et graviers « terrasses »). Le tonnage total de matériaux à extraire est de 3 700 000 tonnes. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 149 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 120 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 247 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 13 mètres.
Constats : Les derniers volumes annuels bruts extraits (calculés sur la base des volumes évacués par tombereaux) sont: 2022: 12 000 t 2021: 10 000 t La cote minimale d'extraction n'est pas précisément connue mais elle s'établirait à environ 250 m NGF dans la fosse en eau (il n'y aurait pas eu d'extraction dans la fosse, point bas du niveau d'extraction, depuis la dernière inspection de 2019). Non-conformité: absence de connaissance précise de la cote minimale d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant : Phase 1: 2017-2022 Surface mise en exploitation (m2) 23 200 Volume à extraire (m3) 301 600 Phase 2: 2022-2027 Surface mise en exploitation (m2) 40 000 Volume à extraire (m3) 520 000 L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. Constats : Depuis le démarrage de l'exploitation, le volume total extrait serait de 62 000 tonnes (30 000 m3 environ). La surface ouverte en extraction est d'environ 12 000 m2. L'exploitation se situe dans la phase 1 telle que prévue par le dossier. Les volumes extraits sur la phase 1 arrivant à son terme sont très inférieurs au volumes moyens prévus (seulement 10 % extraits).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de chaque installation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et formée en conséquence. Constats : Le responsable de la surveillance et de l'exploitation du site de la carrière est M. Pierre Alain BOUHET désigné gérant et directeur technique de la société Sables de Baugy (société détenue à 100 % par la SA COGNARD du groupe BOUHET TP Carrière).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Information des tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Information des tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux signalant la présence de la carrière doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Le panneau d'information des tiers sur les activités du site est présent à l'entrée de la carrière avec toutes les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Panneaux débouché carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique.
Constats : Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique est signalé au niveau de la voie communale et dans les deux sens de circulation sur la route départementale 982 à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.
Constats : Au cours de la visite du site, il a été constaté l'absence de clôtures: en limite Nord de la zone en cours d'extraction (phase 1), le long de la piste menant à la zone d'extraction (limite non sécurisée par un accès coté Est). Le danger et l'interdiction d'entrée sont signalés régulièrement sur les clôtures et à l'entrée du site. Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé par un personnel de la société G. BOUHET. L'accès au site est fermé par une barrière en dehors des heures de travail. Les panneaux avertissant du risque de noyade et les moyens de secours (bouées) sont présents à proximité des surfaces en eau. Non-conformité: accès possibles par des tiers aux zones en chantier présentant des risques en l'absence de clôtures par les côtés Nord et Est de l'emprise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, • les bords de la fouille, • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs, • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques
<p>Constats : Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 15/09/2022 au 1/1000 par la société BOUHET.</p> <p>Le plan contient les informations requises sauf les éléments listés ci-dessous.</p> <p>Non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de repérage des zones de stockages de déchets inertes issus des apports extérieurs, - absence de cotes d'altitude au niveau des stocks, - absence de cotes d'altitude au niveau du fond de la fosse d'extraction (pas de relevés bathymétriques conformément à l'article 2.4.4.1 de l'arrêté d'autorisation de 2016), - absence de repérage des piézomètres.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Retrait de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p>Constats : Les bords des excavations de la carrière sont à plus de 10 m des limites du périmètre autorisé (selon le dernier plan d'exploitation du 15/09/2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué, comportant 5 piézomètres dont 2 sont situés en aval et 3 en amont du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publique ou privée, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le réseau de surveillance est constitué de 5 piézomètres (PZ1 à PZ5): - PZ1, PZ4 et PZ5 en amont hydraulique (le long de la RD982) - PZ2 et PZ3 en aval hydraulique. Les têtes de piézomètres sont en bon état, capuchonnées et cadenassées. Le piézomètre PZ3 se situe hors de l'emprise et sur un terrain privé sans convention d'accès. Non-conformité: absence de convention d'accès pour la réalisation des mesures de surveillance avec le propriétaire du terrain d'implantation du piézomètre PZ3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stocks de minéraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux minéraux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks est limitée à 7 mètres.
Constats : La hauteur maximale des stocks est inférieure à 7 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement et mensuellement. pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...)</p> <p>Paramètres et substances mesurées : Niveau eau, T, pH, MES, HC, DCO, conductivité, floculant.</p> <p>Constats : Des mesures de la qualité des eaux souterraines sont réalisées deux fois par an en période de hautes et basses eaux.</p> <p>Les prélèvements et mesures in situ sont effectuées par Sciences Environnement selon les normes en vigueur.</p> <p>Les mesures en laboratoire sont effectuées par CARSO (laboratoire accrédité COFRAC pour les paramètres requis).</p> <p>L'exploitant ne mesure pas mensuellement les niveaux d'eau dans les piézomètres. L'exploitant ne suit pas sous forme de tableau les résultats des mesures (périodes de mesure, niveaux d'eau, résultats par paramètre, anomalies ou pollutions éventuelles).</p> <p>Tous les paramètres sont suivis sauf le floculant.</p> <p>Les derniers rapports de mesures de Sciences Environnement ne concluent pas à une pollution des eaux souterraines dues à l'activité de la carrière.</p> <p>Non-conformités: - absence de mesures mensuelles du niveau d'eau dans les piézomètres, - absence de mesure du taux de floculant dans les eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bilan périodique bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès l'ouverture de la carrière, puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas eu de mesures de la situation acoustique de l'installation depuis l'ouverture des travaux en octobre 2018. Actuellement, il n'y a pas d'installation de traitement sur le site et l'activité d'extraction (deux campagnes réalisées depuis 2019) est très réduite en volume par rapport à la moyenne prévue.</p>
Non-conformité : absence de mesures du niveau de bruit depuis le début de l'exploitation
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Bilan périodique gerep

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>
<p>Constats : Non-conformité: absence de déclaration GERE depuis l'ouverture de la carrière et d'ouverture de compte GERE.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 4.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.</p>
<p>Constats : Le dernier nettoyage du séparateur hydrocarbures a été réalisé le 19/09/2022 par SARP OSIS. Le nettoyage a fait l'objet d'un BSD n°20220921 selon l'article R.541-45 du code de l'environnement (code déchet 13 05 07* pour 1 tonne estimée).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Paramètres et Valeur limites de rejet (mg/l): MES <35 DCO <125 HCT < 5 Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C. La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.
Constats : Les mesures et prélèvements de la qualité des rejets d'eau en sortie de décanteur séparateur d'hydrocarbures sont effectuées par Sciences Environnement selon les normes en vigueur (rejet en fossé périphérique). Les dernières mesurent datant du 20/01/2022 sont conformes : T= 6,4 °C (in situ) pH= 7,12 (in situ) MES = 7,6 mg/l (laboratoire CARSO accrédité) DCO < 5 mg/l O2 (laboratoire CARSO accrédité) HCT < 0,1 mg/l (laboratoire CARSO accrédité)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet